



Bâtir ensemble une Alliance internationale contre la faim

Il est inacceptable que plus de 840 millions de personnes soient encore aujourd'hui victimes de la faim malgré l'abondance actuelle de la production vivrière mondiale. Trop d'enfants ne parviennent pas à l'âge adulte, trop d'adultes ne développent pas entièrement leurs capacités potentielles et trop de pays s'enlisent sur la voie du développement.

Il est utile de fixer des objectifs pour obtenir des résultats. L'objectif consistant à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde d'ici à 2015 a été adopté en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation, puis repris dans les Objectifs de développement pour le Millénaire. Pourtant, les progrès sont bien trop lents.

Ce qui manque, c'est la volonté politique. De nombreux pays se sont engagés verbalement à combattre la faim, mais peu d'entre eux ont consenti les efforts nécessaires, à l'échelle voulue. Les pays devront s'employer davantage à créer un environnement propice, à mobiliser des fonds et à mettre en œuvre des programmes qui permettront aux populations de surmonter la faim et la pauvreté. Pour ce faire, la communauté internationale a décidé de collaborer dans le cadre d'une **Alliance internationale contre la faim**.

Cette Alliance rassemblera les forces de divers groupes dans un même élan. Elle associera les producteurs et les

consommateurs de produits alimentaires qui sont les premiers concernés par le problème; les organisations internationales qui fournissent des connaissances et des conseils techniques et une tribune; les industries agroalimentaires, les scientifiques et les universitaires qui stimulent l'innovation; les nombreux donateurs qui financent le développement; les décideurs des pays riches et des pays pauvres, qui guideront leur nation sur la voie du progrès; enfin et surtout, les particuliers, les groupes religieux et les organisations non gouvernementales (ONG) qui sensibilisent au problème de la faim.

Au moment où cette Alliance prend forme, dans un nombre croissant de pays les responsables placent résolument la lutte contre la faim au premier rang de leurs priorités nationales, reconnaissant que pour pouvoir prendre part au développement économique et social de leur pays, les populations doivent être bien nourries. La FAO applaudit à leur courage et exhorte les autres à faire de même.



16 octobre 2003
Journée mondiale de l'alimentation



Bâtir ensemble une Alliance internationale contre la faim



L'Alliance internationale contre la faim: origine et espoirs

L'idée d'une alliance internationale a été avancée en 2001 par S.E. M. Johannes Rau, Président de la République fédérale d'Allemagne, lors de la Journée mondiale de l'alimentation. Il avait préconisé la formation d'une alliance visant à conjurer le vacillement de la volonté politique des pays, qui les faisait hésiter à engager des ressources suffisantes dans la lutte contre la faim et la pauvreté. L'enthousiasme suscité par cette initiative est allé croissant et l'année suivante, les participants au Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, ont intitulé leur déclaration finale «Alliance internationale contre la faim». Beaucoup nourrissent l'espoir que cette Alliance rallie les suffrages et favorise l'établissement d'une forte volonté politique pour la mise en place de programmes visant à mettre fin aux effets dévastateurs de la faim et de la pauvreté.

Mettre à profit des décennies d'efforts

Au fil des années, des millions de personnes sont sorties du rang des affamés. Les grandes conférences ont activement mobilisé le soutien des gouvernements et des organisations internationales, et ont fixé des objectifs précis pour l'avenir, tandis qu'un large éventail de partenaires de développement font appel à des techniques éprouvées pour améliorer la nutrition et accroître les revenus.

Il n'est pas nécessaire, à l'évidence, de mettre en place de nouveaux mécanismes pour combattre la faim. Au contraire, l'Alliance renforcera l'engagement politique en faveur d'initiatives existantes. En même temps, elle aidera les partenaires à élaborer une vision commune des mesures à prendre, tout en renforçant la coopération entre les divers groupes.

L'Alliance offrira une tribune pour la promotion de la lutte contre la faim, favorisera des actions conjointes de la part de ses membres, ainsi que l'échange d'informations – grâce aux sites web, à des bulletins d'information et à des rapports périodiques. Les partenaires de l'Alliance peuvent offrir une aide dans leurs domaines de compétence respectifs, qui peuvent être ceux de la formation technique, des conseils en matière de politique et du contrôle de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la faim. Conjointement, ces activités permettront de mobiliser un financement accru de la part des institutions de financement, du secteur privé et d'autres donateurs.

Les alliances nationales, au cœur de tous les efforts

Si chacun a un rôle à jouer au sein de l'Alliance, la responsabilité première de la réalisation des objectifs revient aux pays et à leurs populations. Chaque pays doit fixer ses propres objectifs nationaux par l'intermédiaire de ses organes législatifs et définir les étapes à franchir, avec notamment la mise en œuvre de programmes s'adressant tout particulièrement aux victimes de la faim.

Plusieurs gouvernements, dont le Brésil et la Sierra Leone, lancent d'ores et déjà d'ambitieux programmes de lutte contre la faim (voir «La lutte contre la faim en tête d'affiche»). De nombreux autres pays, en particulier la Chine, la Colombie, le Ghana, l'Indonésie, le Kenya, le Mozambique, le Pérou, le Sénégal et la République-Unie de Tanzanie, ont également fait connaître leur ferme volonté de combattre la faim à l'échelon national.

La FAO préconise une démarche ascendante, où les alliances établies au niveau national convergeraient en un effort international. Créer une alliance nationale signifie unir les forces de nombreux partenaires résolus à éliminer la faim. Les organisations de la société civile (pouvant aller des organisations d'agriculteurs aux groupes religieux en passant par les instituts de recherche) et le secteur privé seront des acteurs de premier plan dans cet effort. D'autres alliances issues d'initiatives régionales comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) peuvent être constituées.

L'action sur deux fronts rallie les suffrages

L'Alliance internationale recommande une action sur deux fronts associant des mesures à long et à court termes de lutte contre la faim. Pour créer une économie dynamique permettant aux populations de subvenir à leurs propres besoins, un pays doit pouvoir compter sur les éléments de base d'une croissance durable à longue échéance, qui sont notamment une infrastructure renforcée, une gestion judicieuse des ressources et un meilleur accès à la terre et au crédit. Une réforme de grande envergure pourra donc être nécessaire.

Dans l'intervalle, une aide directe peut être nécessaire pour faire en sorte que les affamés aient suffisamment de nourriture dès maintenant. Les enfants souffrant de la faim et de la malnutrition ne peuvent donner toute la mesure de leurs capacités ni apprendre; les adultes souffrant de la faim et de la malnutrition ne peuvent être productifs ni avoir un revenu suffisant. L'aide peut prendre la forme de repas aux écoliers, de programmes «vivres contre travail» et d'interventions d'aide d'urgence à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits.





La lutte contre la faim en tête d'affiche au Brésil et en Sierra Leone

Élu grâce à un programme électoral visant à libérer son pays de la faim, le Président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a lancé le projet "Faim Zéro" pour éliminer la faim au cours de son mandat quadriennal. Si dans ce pays les gens meurent rarement de faim, la pauvreté généralisée favorise toutefois les maladies, les décès prématurés et les baisses de productivité.

En Sierra Leone, le Président Alhaji Ahmad Tejan Kabbah guide son pays après une guerre civile dévastatrice qui a bouleversé les moyens d'existence ruraux et les méthodes de production vivrière traditionnelles. Il a déclaré que d'ici la fin de son mandat quadriennal, plus personne dans son pays n'irait se coucher le ventre vide.

Pour réduire la faim, ces deux pays adoptent une approche fondée sur les droits (voir «Le droit d'être libérés de la faim») et appliquent la méthode de l'action sur deux fronts qui associe des mesures à court et à long termes. Ils reçoivent tous deux une aide au titre du Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) de la FAO. Ce programme aide les communautés à mieux prendre en main leur propre destinée. Grâce aux méthodes participatives, les agriculteurs acquièrent les moyens de faire le diagnostic de leurs propres problèmes et de trouver des solutions en prenant part au processus de prise de décisions.

Le droit d'être libéré de la faim

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaît que toute personne a le droit fondamental d'être à l'abri de la faim. Les Etats adopteront toutes les mesures nécessaires pour assurer progressivement l'exercice du droit à une alimentation suffisante. Les Etats respecteront et protégeront le droit à une nourriture adéquate, lui donneront effet et interviendront si, pour des raisons indépendantes de leur volonté, des personnes ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

Il reste encore beaucoup à faire pour que le concept du droit à l'alimentation devienne une réalité. A la suite du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, les ONG ont proposé un code de conduite sur le droit à l'alimentation. Les gouvernements et les organisations de la société civile sont en train d'ébaucher une série de directives volontaires sur la concrétisation du droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Ces directives pourraient servir de base pour l'élaboration de politiques nationales et l'assignation des responsabilités dans des domaines clés tels que le ciblage des pauvres et des victimes de la faim et l'octroi à ceux-ci de droits à un emploi, à des ressources productives et à une aide alimentaire.

La lutte contre la faim a également une bonne raison d'être sur le plan économique

Outre son plaidoyer pour la lutte contre la faim pour des raisons morales, l'Alliance internationale démontrera que les mesures nécessaires pour faire en sorte que chacun soit bien nourri constituent un excellent investissement pour la santé économique d'un pays. Trop de décideurs ont considéré à tort que la faim disparaîtrait d'elle-même. Elle ne le fera pas. La faim est le produit d'une pauvreté extrême, mais elle perpétue aussi cette pauvreté en réduisant la productivité des individus et des pays. Lorsque les populations consomment des aliments nourrissants en quantité suffisante pour mener une

vie saine et active, elles cessent d'être dépendantes et peuvent commencer à contribuer à la croissance et au développement de leur pays.

La FAO estime que la réduction de moitié du nombre des personnes victimes de la faim dans le monde produirait chaque année des bénéfices économiques équivalant à 120 milliards de dollars EU, puisque des millions de personnes seraient libérées de la faim et commenceraient à mener une vie plus longue et plus productive. Par ailleurs, la mortalité infantile diminuerait, la santé maternelle serait meilleure, le risque de maladies infectieuses serait réduit et les personnes atteintes par le VIH/SIDA vivraient plus longtemps. En devenant plus prospères, les pays en développement tireront aussi des bénéfices accrus de leur participation aux échanges commerciaux mondiaux.

L'action de sensibilisation au niveau local: un effort distinct, un objectif similaire

Si les débats sur la lutte contre la pauvreté se déroulent à l'échelle des parlements et des organes directeurs des organisations internationales, les associations d'agriculteurs, les populations autochtones, les artisans-pêcheurs, les habitants des forêts et les éleveurs nomades s'efforcent de leur côté de trouver des moyens d'améliorer l'accès à la nourriture. Ces deux approches seront nécessaires pour faire avancer la lutte contre la faim.

Un consensus grandissant quant au besoin pressant d'aller de l'avant a ouvert la voie à une coopération sans précédent entre les groupes de la société civile, en partenariat avec des organisations intergouvernementales comme la FAO. Avec le soutien des agences des Nations Unies ayant leur siège à Rome, plusieurs ONG sont en train de former une coalition pour promouvoir la lutte contre la faim. Travaillant indépendamment mais en collaboration étroite avec l'Alliance internationale contre la faim, cette coalition poursuivra un objectif similaire – celui de renforcer la volonté politique d'effectuer les changements d'orientation nécessaires et d'allouer les ressources supplémentaires voulues pour atteindre les objectifs de réduction du nombre de personnes souffrant de la faim. D'autres initiatives régionales sont aussi lancées, comme la campagne promue par des organisations d'agriculteurs dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest.





Selon les trois organisations du système des Nations Unies ayant leur siège à Rome, il faudra un engagement financier plus important si l'on veut atteindre les objectifs fixés.

A la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) en 2002, la FAO, le Fonds international de développement agricole et le Programme alimentaire mondial ont présenté un document conjoint préconisant un redoublement des efforts visant à éliminer la faim et la pauvreté. Les progrès sont entravés, ont-ils indiqué, par les gouvernements et leurs partenaires pour le développement qui n'ont pas traduit les engagements pris en programmes concrets destinés à apporter des changements durables.

A Monterrey, de nombreux pays ont promis d'augmenter l'aide publique au développement (APD). L'Union européenne est convenue de porter son APD à 0,39 pour cent des recettes totales d'ici à 2006, tandis que les Etats-Unis ont annoncé qu'ils augmenteraient leur aide au développement de 5 milliards de dollars EU d'ici trois ans. En continuant à appeler l'attention sur les souffrances des pauvres et des affamés, l'Alliance internationale contre la faim maintiendra la pression sur les pays afin qu'ils honorent ces engagements, ainsi que d'autres.



Placer l'agriculture au centre des stratégies nationales

Les trois quarts des populations pauvres vivent en milieu rural et tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture ou d'activités connexes. Et pourtant, dans de nombreux pays en développement, les gouvernements n'investissent pas suffisamment dans l'agriculture. Au moment où les pays préparent des documents de stratégie de réduction de la pauvreté pour donner corps aux Objectifs de développement pour le Millénaire, l'Alliance peut jouer un rôle clé en corrigeant ce déséquilibre.

Alors que de grands progrès ont été faits en matière d'accroissement de la production vivrière, une importance insuffisante a été donnée aux petits exploitants agricoles, qui sont pourtant les premiers à pouvoir nourrir les plus démunis et les plus affamés.

L'Alliance peut également aider les pays à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les femmes, qui représentent la majeure partie des petits exploitants; en effet, bien souvent, celles-ci n'ont pas accès à des ressources indispensables comme l'eau et la terre, et un pouvoir de décision inférieur et des possibilités d'obtention de crédit plus réduites.

Donner aux pays pauvres la possibilité de réussir

L'Alliance devra encourager les pays développés à redoubler d'efforts pour éliminer la faim et la pauvreté. Si leurs préoccupations sont sincères, ces pays devraient ouvrir leurs marchés aux exportations agricoles des pays en développement, réduire les subventions à leur secteur agricole et mettre en commun les technologies. Les partenaires de l'Alliance peuvent aussi aider à renforcer les capacités des nations pauvres d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire de leurs produits alimentaires, leur permettant ainsi de renforcer leur compétitivité sur le marché des produits agricoles.

La générosité des pays donateurs sera plus importante que jamais, sachant que la plupart des pays où la faim et la pauvreté sont chose courante n'ont pas la capacité de mobiliser des ressources intérieures suffisantes pour stimuler la croissance ou mettre en place des programmes destinés à répondre à des besoins alimentaires urgents.

De nombreux partenaires, un seul objectif: réduire la faim et la pauvreté

Le monde produit déjà suffisamment pour nourrir l'ensemble de ses habitants. De plus, nous possédons le savoir-faire technique nécessaire pour améliorer la nutrition et l'accès à la nourriture. Si nos efforts ont échoué – et les 840 millions de personnes qui souffrent de la faim en sont la preuve –, cela est principalement dû à un manque de volonté politique. L'Alliance internationale contre la faim est un moyen de surmonter l'apathie et l'indifférence, d'inaugurer une nouvelle ère de coopération et d'action, et d'unir nos forces une fois pour toutes afin d'avancer résolument vers l'atténuation, puis l'élimination du fléau de la faim.



www.fao.org

Journée mondiale de l'alimentation

Chef, Unité de liaison avec les
Comités nationaux
Tél.: +39 570 54166
Télécopie: +39 570 53210
world-food-day@fao.org

Suivi du Sommet mondial de l'alimentation

Sous-Directrice générale
Conseillère spéciale
Tél.: +39 570 53420
Télécopie: +39 570 53222
IAAH@fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome (Italie)